

britannique et avec des observateurs du Commonwealth;

— ont accueilli avec satisfaction l'idée du gouvernement britannique de convoquer une conférence constitutionnelle à laquelle toutes les parties seraient invitées afin de progresser vers la réalisation de ces objectifs; et

— conséquemment, ont accepté qu'un objectif majeur faisant partie du processus de mise en place d'un règlement soit d'aboutir à la cessation des hostilités et à la fin des sanctions."

Lors d'une conférence de presse, M. Clark a déclaré que l'accord Zimbabwe-Rhodésie constitue certes une étape très importante... première d'une série à venir. "A mon avis, a-t-il déclaré, les initiatives prises ici porteront fruit... nous progressons actuellement vers la solution d'un problème très difficile".

Les offres du Canada

Les sanctions du Canada contre le Zimbabwe-Rhodésie seront maintenues "tant qu'un nouveau régime n'y sera pas établi", a déclaré le premier ministre. M. Clark a ajouté que le Canada serait disposé à contribuer à un fonds de rétablissement en faveur des Rhodésiens blancs désireux de quitter le pays plutôt que d'accepter les nouveaux arrangements. L'idée d'un tel fonds a été avancée par le président de la Tanzanie, M. Julius Nyerere.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mlle Flora MacDonald, qui accompagnait le premier ministre à la conférence, a déclaré qu'il était possible que le Canada fournisse aide et conseils si les nouvelles élections envisagées dans le plan de paix se matérialisaient. "Si l'on nous demande notre concours, c'est que l'organisation d'élections n'a pas de secret pour nous" a dit le ministre.

Les dirigeants du Commonwealth ont

également abordé la question de la situation en Namibie, mais ils n'ont pas jugé bon d'approfondir davantage celle de l'indépendance de ce territoire de crainte de compromettre l'accord des pays du Commonwealth sur l'avenir du Zimbabwe-Rhodésie.

A l'occasion d'une conférence de presse tenue à l'issue de la conférence, le premier ministre a déclaré que le Canada s'était opposé à des augmentations substantielles de l'aide technique du Commonwealth. Le Canada a résisté à certaines pressions en faveur de l'augmentation du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, lequel se chiffre déjà à 30 millions de dollars, parce que sa contribution qui représente 33 pour cent (comparativement à 36 pour cent pour la Grande-Bretagne et 31 pour cent pour les autres pays membres) est indûment élevée.

"Depuis un certain temps déjà, nous nous inquiétons du fait que la charge de ce fonds incombe de plus en plus à deux pays, le Canada et la Grande-Bretagne. Il nous est apparu important de faire savoir que, si nous sommes très enthousiastes au sujet des réalisations et des possibilités du fonds, nous le sommes moins lorsqu'il s'agit d'en porter seuls le fardeau..."

M. Clark est d'avis "qu'il y aura une augmentation sensible de la cotisation globale des pays participant au fonds, mais que cela n'entraînera pas nécessairement une hausse de la contribution canadienne au cours des années financières pour lesquelles nous avons déjà pris des engagements. Toutefois, en fonction de l'appui accordé au fonds, nous ne nous opposerions pas à un accroissement de notre participation dans les années à venir."

Les chefs de gouvernement se sont entendus sur la création d'un comité de développement industriel chargé de pro-

mouvoir l'industrialisation dans les pays en développement. Le comité recevra 5 millions de livres au cours de ses trois premières années d'existence. A l'instigation du premier ministre Clark, entre autres, les dirigeants du Commonwealth ont également décidé de financer une étude sur le développement économique.

Le communiqué final comprend également une déclaration sur le racisme dont le texte précise: "Nous rejetons comme inhumaine et intolérable toute politique dont le but est de perpétuer l'apartheid et la ségrégation raciale ou toute conception fondée sur la théorie que certaines races sont intrinsèquement supérieures ou inférieures".

Monsieur Clark a déclaré que "le principal motif de cette initiative était de réunir en une déclaration unique les principes qu'acceptent les nations du Commonwealth et auxquelles elles ont adhéré dans d'autres instances, à d'autres occasions. Il a été jugé utile à ce moment précis, à l'occasion d'une rencontre sur le continent africain, de rassembler ces vues dans une déclaration officielle."

Lors de la dernière conférence de presse qu'il a donnée avant de se rendre en Tanzanie pour s'entretenir avec le président Nyerere, le premier ministre a résumé le rôle du Canada à la conférence. "Je pense que nous avons pu jouer un rôle utile, un rôle de modérateur qui a permis aux autres participants au sommet de parvenir à un accord."

Visite au Cameroun

La première visite en Afrique d'un premier ministre du Canada s'est révélée un grand succès de l'avis commun des observateurs et journalistes qui accompagnaient M. Joe Clark lors de sa visite officielle au Cameroun, du 28 au 31 juillet; celle-ci a contribué à "resserrer encore davantage les liens d'amitié et de coopération déjà anciens qui unissent le Canada au Cameroun", déclarait le communiqué commun émis par les deux chefs d'État le 30 juillet.

M. Clark était accompagné de son épouse, Mme Maureen McTeer, du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mlle Flora MacDonald, et du ministre d'État chargé de l'Agence canadienne de développement international, M. Martial Asselin, et de l'ambassadeur du Canada au Cameroun, M. Gilles Duguay.

A son arrivée à Douala, le premier

Le Commonwealth regroupe 41 États membres dont deux ont statut de membres spéciaux et ne participent pas aux sommets des chefs de gouvernement. Il réunit quatorze nations africaines, cinq asiatiques et trois européennes; neuf, dont le Canada, sont situées dans les Amériques, huit dans la région du Pacifique et deux en Australie. Une vingtaine d'entre elles ont des populations inférieures à un million tandis que l'Inde, le plus grand pays membre, compte 604 millions d'habitants.

La Conférence de Lusaka est la vingt-et-unième du genre depuis l'instauration de réunions bisannuelles en 1944. Le sommet des chefs de gouvernement est la plus importante des conférences tenues à plusieurs niveaux. Des réunions privées et confidentielles sont l'occasion pour les dirigeants du Commonwealth d'échanger des vues dans une atmosphère informelle. Au cours de la présente décennie, cinq réunions ont eu lieu. C'était la deuxième fois cette année qu'une telle rencontre était tenue en Afrique. Les lieux et dates des sommets précédents sont les suivants: Singapour (1971), Ottawa (1973), Kingston (1975) et Londres (1977).